



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA RÉGION LIMOUSIN

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
du Limousin

Service stratégie régionale du développement durable
Unité Autorité Environnementale

Nos réf. : F07415P0050
Affaire suivie par Lewis BEGARD
lewis.begard@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 05 55 12 95 61 – Fax : 05 55 34 66 45
Courriel : ae.srdd.dreal-limousin@developpement-durable.gouv.fr

Limoges, le 21 MAI 2015

Le Préfet

à

Conseil Départemental de la Haute-Vienne
Monsieur Jean-Claude LEBLOIS, Président
11, rue François Chénieux
87031 Limogesc

Objet : Notification de décision

P.J. : Arrêté n° 2015 / 51

En application de l'article R122-3 du code de l'Environnement, je vous prie de trouver sous ce pli, la décision formulée par l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement concernant le projet suivant :

Nature du projet : Calibrage et renforcement de la chaussée - RD58

Localisation : Lieux-dits « Puy d'eau » et « La Pougé » - Communes de Saint-Auvent et Saint-Cyr

Numéro d'enregistrement : F07415P0050

Nature de la décision : L'opération objet de la demande n'est pas soumise à étude d'impact

Je vous informe que cette décision sera mise en ligne sur le site internet de la DREAL Limousin à l'adresse suivante : <http://www.limousin.developpement-durable.gouv.fr/les-demandes-et-decisions-de-l-a1175.html>.

Il vous revient d'en faire figurer une copie dans les dossiers de demande relevant d'autres procédures qui requièrent sa présence en tant que pièce constitutive du dossier.

De même, si votre dossier se trouve soumis à enquête publique ou obligation de mise à disposition du public conformément à l'article L.123-2 du code de l'environnement, une copie de la présente décision doit être produite.

Je vous rappelle que la procédure d'examen au cas par cas ne dispense pas votre projet des demandes d'autorisation relevant d'autres procédures auxquelles il peut être soumis.

Pour le Préfet de Région,
Le Directeur Régional de l'Environnement de
l'Aménagement et du Logement du Limousin
Le directeur régional adjoint de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Pierre BAENA

Copies :
- Préfecture
- ARS
- DDT
- SGAR



Certificat n° 42202
Certificat n° 42203

PRÉFET DU LIMOUSIN, PREFET DE LA HAUTE-VIENNE

Arrêté n° 2015 / 51
portant décision d'examen au cas par cas en application de l'article R.122-3
du code de l'environnement

Le Préfet de la région Limousin, Préfet de la Haute-Vienne,
Officier de la légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

Vu l'arrêté du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du préfet de région n° 2014-254 du 14 octobre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Christian MARIE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Limousin ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n° F07415P0050 relative au projet de recalibrage d'une route existante, demande reçue et considérée comme complète le 23 avril 2015 ;

Vu l'avis de Monsieur le Directeur de l'Agence Régionale de Santé en date du 05 mai 2015 ;

Vu l'avis réputé favorable du Parc Naturel Régional (PNR) de Périgord-Limousin ;

Considérant que le projet porte sur la sécurisation par élargissement et renforcement du tronçon de la Route Départementale 58 situé entre les lieux-dits « Puy d'Eau » et « La Pouge » respectivement localisés sur le territoire des communes de Saint-Auvent (87310) et de Saint-Cyr (87310) ;

Considérant que les travaux envisagés se limitent à :

- l'élargissement de la chaussée à une largeur de 6 m sur une longueur de 1300 m soit avec les aménagements d'accotement et de fossé une surface supplémentaire de 5 800 m²,
- l'adaptation de l'assainissement de la voie ;

Considérant que le projet relève de la rubrique 6°d) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la finalité du projet qui vise l'amélioration des conditions de circulation sur la portion de la RD 58 concernée notamment s'agissant du croisement des poids-lourds ;

Considérant la localisation du projet en zone naturelle et non constructible des communes concernées ;

Considérant la proximité ou la connexion directe du projet avec des sites à enjeux environnementaux reconnus (ZNIEFF n° 63, site Natura 2000 n° FR401138 Zone Spéciale de Conservation « étang de la Pouge » et site inscrit « bourg de St Auvent et vallées de la Gorre et du Gorret ») ;

Considérant que les impacts potentiels sur l'eau et les milieux aquatiques feront l'objet d'une étude spécifique et de prescriptions dans le cadre de la procédure requise au titre de la loi sur l'eau en application des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement ;

Considérant que le projet devra être en conformité avec les dispositions du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) de la Vienne ;

Considérant les dispositions retenues pour favoriser la préservation de la faune et la flore, la reconstitution d'habitats et de connexions écologiques (haies, bois) à proximité de l'emprise de la nouvelle route ;

Considérant que les impacts sur le cadre de vie et la santé humaine, notamment durant la phase de chantier, devront respecter les prescriptions du Code général des collectivités territoriales, du Code de la santé publique et du Code de l'environnement ;

Considérant qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des éléments de connaissance disponibles lors de l'examen de la présente demande, le projet d'aménagement de voie paraît peu susceptible d'avoir des incidences significatives sur la santé humaine et l'environnement ;

ARRÊTE

Article 1

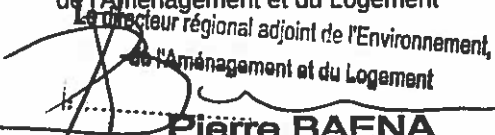
L'opération de sécurisation par élargissement et renforcement de la RD58, conduite par le Conseil Départemental de la Haute-Vienne, représenté par Monsieur Jean-Claude LEBLOIS, Président, - dossier n° F07415P0050 - n'est pas soumise à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis et ne préjuge pas des décisions ultérieures pouvant être émises au titre d'autres procédures exigibles.

Article 3

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la DREAL Limousin.

Fait à Limoges, le **21 MAI 2015**
Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Régional de l'Environnement
de l'Aménagement et du Logement
*Le Directeur régional adjoint de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement*

Pierre BAENA

Voies et délais de recours

1- décision imposant la réalisation d'une étude d'impact :

Le recours administratif préalable est **obligatoire** sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision sur le site internet de l'autorité environnementale et adressé à

Monsieur le préfet de région
Préfecture de région et de la Haute-Vienne
1 rue de la Préfecture
BP 87031
87031 Limoges cedex 1

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2- décision dispensant le projet d'étude d'impact :

Le recours gracieux doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à

Monsieur le préfet de région
Préfecture de région et de la Haute-Vienne
1 rue de la Préfecture
BP 87031
87031 Limoges cedex 1

Le recours hiérarchique doit être formé dans le délai de deux mois. Il a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux et doit être adressé à

Monsieur le ministre de l'Écologie, du Développement durable, et de l'Énergie
Hôtel de Roquelaure
246 boulevard Saint-Germain
75007 PARIS

Le recours contentieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la notification / publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au :

Tribunal administratif de Limoges
1 Cours Vergniaud
87000 Limoges